

Ni rire, ni pleurer : combattre !

Voilà, le FN arrive en tête aux Européennes. 25 % de ceux qui ont voté, c'est-à-dire à peine 43 % des électeurs, ont porté leur voix sur le Front national (soit moins de 11 % des inscrits). « *Un choc, un séisme* », dit le premier ministre Valls. Pourtant, c'est bien lui qui a servi la soupe à l'extrême droite, à coup de démagogie patriotarde, sécuritaire et anti-Roms. Dans ce style, c'est donc Marine Le Pen qui remporte la mise en se réjouissant qu'avec elle, « *ce seront les Français les premiers servis* ».

Mais quels Français, sinon tous ces grands patrons bien de chez nous qui, au nom de ce « *patriotisme économique* » dont on nous rebat les oreilles depuis des semaines, devraient faire plus de profits que les autres, en exploitant encore plus tous les salariés, français ou pas, en France ou dans le monde ?

Une victoire du FN, dont la gauche gouvernementale est responsable

Et Valls persiste et signe : « *renforcer la compétitivité des entreprises* » pour « *leur permettre d'embaucher* », dit-il. Encore des milliards aux grandes entreprises, en réalité pour mieux leur permettre de licencier.

Il se vante d'avoir exempté d'impôts sur le revenu 3 millions de très bas salaires : loin d'un cadeau, il revient seulement sur une des mesures de Hollande. Il se vante de combattre la fraude fiscale en récupérant 800 millions sur les comptes des très riches, nichés en Suisse. En fait, pas grand-chose par rapport à la fraude fiscale en France, qu'on estime à 80 milliards d'euros par an.

Toute la semaine qui a précédé le scrutin, ce sont surtout les pauvres qui ont été la cible du gouvernement. On nous a resservi la campagne gouvernementale contre la « *fraude sociale* » ! Celle au RSA et autres allocations, paraît-il. Il s'agit en réalité de ces « *trop perçus* », récupérés par exemple sur le dos des mères célibataires dont on va vérifier qu'elles ne vivent pas avec un concubin...

Mais on a oublié de nous parler de plus de la moitié des précaires ayant droit au RSA, mais qui ne le perçoivent pas, vu la complication des démarches. De cette façon, l'État a économisé l'an dernier 5,3 milliards d'euros sur le dos des pauvres.

La seule ambition de Marine Le Pen : parvenir en haut du système

Dimanche soir, on a vu défiler à la télé les différents chefs de partis, se lamentant sur leur avenir paraît-il menacé. Rien sur leur politique gouvernementale anti-ouvrière, présente ou passée, celle qui précisément les a laminés. Et du côté de Marine Le Pen ? Rien non plus. Pas un mot sur les problèmes du monde du travail.

Le Pen s'est contentée de proclamer le FN « *premier parti de France* » et de réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale, pour de nouvelles législatives, tout en visant la présidentielle ! Tout pour elle et le FN, rien pour ceux qui lui ont donné leur voix. Pas l'ombre de l'ombre d'un programme contre les « *parasites* » et les « *assistés* » que sont ces grands patrons français, qui touchent les milliards d'aides de l'État et licencient tous azimuts. Ceux-là mêmes que Marine Le Pen n'accuse jamais.

C'est sûr, ceux qui ont cru aux sirènes de la « *préférence nationale* », en votant pour le FN, ont finalement voté pour les patrons français, et donc contre eux-mêmes.

Une seule patrie : l'humanité

La grande masse des abstentionnistes n'a visiblement pas souhaité choisir entre la gauche, la droite et l'extrême droite, toutes anti-ouvrières.

Mais ce n'est pas le moment de se résigner. Les travailleurs ont d'autres armes que les élections. À nous, salariés, de montrer que la toute-puissance patronale, dont Marine Le Pen est le fer de lance, n'est pas une fatalité. À nous de donner envie, aux côtés de nos camarades du reste de l'Europe, de reprendre le chemin des luttes. Que ces luttes commencent en Grèce, en Espagne, en Italie... ou ici, dans telle entreprise ou dans telle autre, ce sont elles qui, en se coordonnant, feront reculer les licenciements et les bas salaires en Europe et en France.

Et si, pour imposer des conditions décentes de vie et de travail, il faut se débarrasser du capitalisme en Europe, eh bien soit !

Le coup de la panne

Mardi après-midi dernier, une panne électrique a plongé tout le Technocentre dans le noir. Une première alerte avait eu lieu lundi après-midi lorsque le réseau primaire d'EDF dédié au TCR était tombé. Mardi le réseau a subi une nouvelle coupure. Mais le basculement sur les groupes électrogènes de secours de la Centrale du Technocentre n'a pas fonctionné.

La panne a eu des conséquences sur tous les sites Renault dans le monde. Au TCR, le travail s'est immobilisé pendant plusieurs heures : plus d'informatique, plus de téléphone... Les dispositifs de sécurité étaient inopérants. Des collègues ont été bloqués dans des ascenseurs ou derrière des portes badgées, d'autres se sont retrouvés dans le noir total dans des escaliers ou des parkings. Et la relance de l'activité a généré du stress et un surcroît de travail.

La direction mène son enquête. Pas sûr qu'elle fasse toute la lumière sur l'impact de l'externalisation en 2014 de la Centrale. Pourtant, à force d'externaliser et de baisser les coûts, elle désorganise jusqu'aux activités les plus vitales. Jusqu'au retour de bâton.

Du remous dans les vagues

Initialement prévu du 25 avril au 27 juin par vagues de 350 à 500 par semaine, les déménagements de 4300 salariés du TCR au sein du site (pour faire notamment de la place au millier de collègues de Rueil avant fin septembre) avaient déjà dû être reportés de 15 jours. Ils ont commencé le 9 mai.

Mais après deux premières vagues, la direction doit de nouveau reporter les vagues suivantes de 15 jours, du 6 juin au 25 juillet, car les travaux ne sont pas terminés dans certains secteurs d'arrivée. Sans compter les salariés qui n'étaient pas pris en compte dans les plans d'implantation ou les mauvaises surprises qui attendaient certains salariés sur leur nouveau poste de travail... C'est ce qui arrive quand on fixe un calendrier trop serré.

Mutuelle obligatoire : un progrès ?

Des négociations sont en cours avec les syndicats de Renault pour mettre en place une mutuelle obligatoire en janvier 2015 (1 an avant l'obligation légale suite à l'accord compétitivité Renault).

Renault devra financer une partie des cotisations. La part payée par l'employeur sera déductible de l'impôt sur les bénéfices. Par contre, les salariés devront la déclarer aux impôts comme « avantage en nature ». Cette part employeur disparaît lors du départ en retraite : le retraité doit alors payer toute la cotisation. Quant à la qualité de la prestation, il n'est pas sûr que les salariés s'y retrouvent : les options permettant d'obtenir de meilleurs remboursements ne sont pas financées par l'employeur.

Les assureurs et les gros groupes mutualistes, eux, se frottent déjà les mains devant ce juteux marché.

L'avenir de la Mutuelle Renault en jeu

Un appel d'offres va être lancé pour choisir la mutuelle obligatoire. Avec quelle conséquence pour la Mutuelle Renault et ses 50 salariés ? Renault doit s'engager à ce que personne ne reste sur le carreau.

Records d'affluence à l'infirmierie

Le rapport annuel des médecins du travail alerte, cette année encore, sur l'augmentation des risques psychosociaux au TCR. Les médecins mettent en cause la « réorganisation de l'Ingénierie annoncée début juin, associée à l'application des mesures GPEC de l'accord de compétitivité, l'attente de l'annonce des métiers cœur/non cœur avec un recours annoncé à la prestation pour les métiers non cœur ». D'où une « augmentation inquiétante des passages infirmerie, des demandes de visite par le salarié, de la durée des visites et des décompensations physiques et psychiques. »

Pour éviter la déprime, le meilleur médicament, c'est encore la réaction collective contre ces réorgs.

Alerte sur les risques psychosociaux

L'ensemble des médecins des sites d'ingénierie d'Ile-de-France a jugé la situation des salariés grave au point d'en alerter, en décembre 2013, la direction de Renault par courrier. Ils ont été reçus par Thierry Bolloré qui leur a promis de « revoir une politique de communication claire et rassurante » et de « mettre les moyens d'un accompagnement individualisé des salariés le temps de s'approprier le changement de culture de l'entreprise. » Mais ce n'est ni un problème de com, ni les salariés qui ne savent pas s'adapter : c'est la politique générale de Renault qui doit cesser de dégrader les conditions de travail.

PEI persiste et signe

Après le licenciement de deux salariés du nettoyage de Lardy il y a un mois, la direction de PEI vient d'en licencier deux autres, sous des motifs tout aussi inventés. Le seul tort de ces 4 salariés : avoir participé à une grève. Quant à Renault, complice des agissements de PEI, tout est bon pour tirer les coûts vers le bas et empêcher les salariés de se rebiffer.

Suicide d'un salarié d'Altran

Le 13 mai dernier, un salarié d'Altran de 41 ans s'est jeté du dernier étage du siège social d'Altran à Bruxelles. Il était en inter-contrat depuis 2 mois.

Les syndicats dénoncent des pressions en hausse : mobilités imposées dès le 1^{er} jour d'inter-contrat avec licenciement en cas de refus, salariés poussés à la démission, réduction des remboursements de frais... Les baisses d'activité et les réductions de coûts touchent les prestataires, comme les salariés des sociétés « clientes » comme Renault. Alors unissons nos forces !